

Communiqué de presse
Lille, le 26 juin 2018

Faire mieux, avec moins, quand les besoins augmentent... Il nous manque une baguette magique !

Les **besoins** en matière d'**hébergement** des plus démunis **ne cessent d'augmenter...**

En février 2018, alors que les places de veille saisonnière étaient ouvertes, dans les Hauts-de-France, les services d'orientation ont dû **répondre « désolé, pas de places » à plus de 1 336 personnes** dont 250 jeunes de moins de 25 ans et 112 enfants de moins de 3 ans !

Rien ne s'arrange avec les beaux jours... la majeure partie des places de l'hiver ont dû fermer, n'ayant pas été pérennisées.

Pourtant, l'Etat travaille depuis octobre à l'écriture de son **plan de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes...** Cette réforme serait-elle moins urgente que les autres ?

Dans le même temps, une **réforme de la tarification** des Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale, plus rapide celle-là, vient **diminuer de plus de 2,3 millions** d'euros leurs capacités de réponses en région ! Et à ce jour, alors que toutes les structures travaillent à flux tendu depuis plus de 6 mois, les associations de solidarité ne connaissent toujours pas les coupes budgétaires qu'elles vont subir...

Dès lors, **comment mettre en œuvre sereinement la politique du « logement d'abord » ?** Ceci ne peut se faire brutalement, sans accompagnement des équipes, sans accompagnement des ménages ! Passer de la rue à un logement et s'y maintenir, est un droit fondamental, mais qui n'aboutit pas sans moyens d'accompagnement des personnes les plus fragiles. Cela ne se fait pas sans une production nouvelle de logements sociaux à loyer abordable !

Ne resterait-il plus que **la voix du droit** pour se faire entendre ?

Le **droit à l'hébergement a été reconnu comme une liberté fondamentale**, et tout comme le **droit au logement**, il est inscrit dans la loi. Si les partenariats sur les territoires nous entendent et œuvrent au quotidien pour trouver des solutions, force est toutefois de constater que l'énergie locale seule n'y suffit pas, et qu'il est temps qu'une ambition politique forte et cohérente s'empare du sujet.

Les associations de lutte contre l'exclusion que nous fédérons sont toutes **prêtes à venir co-construire des réponses** avec les services de l'Etat dès lors que nous serons écoutés et reconnus dans notre expertise...Le résultat de plus de 60 ans d'accompagnement de nos concitoyens dans le besoin.

Venez à notre rencontre lors de l'Assemblée Générale de la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France ce mercredi 27 juin 2018 à ARRAS, Maison diocésaine, 103 rue d'Amiens à ARRAS de 10h à 12h30 !

Contact Presse :

Philippe DUMOULIN – Président.

Tel : 06 47 93 03 04

hautsdefrance@federationsolidarite.org